

SOMMAIRE

ARTICLE

PROCHE-ORIENT**> Israël promet une "riposte" à l'Iran, appels au calme**

« Israël promet "une riposte" à l'attaque massive et sans précédent lancée par l'Iran, malgré les appels de nombreux pays, y compris son allié américain, à éviter une escalade dans une région déjà endeuillée par la guerre en cours dans la bande de Gaza. L'Iran a pour la première fois lancé une attaque directe ce weekend contre Isra?... [16 Avril 2024, 05h54, AFP]

TERRORISME**> Attaque au couteau dans une église près de Sydney : un "acte terroriste", un adolescent arrêté**

« La police australienne a qualifié mardi d'"acte terroriste" une attaque au couteau commise la veille par un adolescent dans une église assyrienne de la banlieue de Sydney, qui a déclenché la fureur des fidèles et des affrontements dans la rue. Un évêque et le suspect de 16 ans, qui a été arrêté, font partie des personnes prises en char... [16 Avril 2024, 05h29, AFP]

RESSORTISSANTS FRANÇAIS**> L'Australie offre la citoyenneté au "héros" français de l'attaque dans un centre commercial**

« Un Français qui avait héroïquement repoussé samedi, à l'aide d'un poteau, l'assaillant qui a mortellement poignardé six personnes dans un centre commercial de Sydney se verra offrir la citoyenneté australienne, a annoncé mardi le Premier ministre Anthony Albanese. "Je dis à Damien Guerot, qui s'occupe de ses demandes de visa, qu'il est l... [16 Avril 2024, 05h41, AFP]

DIPLOMATIE**> L'ambassadeur iranien en France convoqué au ministère des Affaires étrangères**

« L'ambassadeur iranien en France a été convoqué lundi au ministère des Affaires étrangères qui lui a signifié la condamnation par Paris de "l'attaque irresponsable" de l'Iran contre Israël, a annoncé le Quai d'Orsay. L'ambassadeur, Mohammad Amin-Nejad, s'est vu rappeler "avec la plus grande fermeté" la condamnation française de l'attaqu... [15 Avril 2024, 18h40, AFP]

> Le Canada dépêche un haut diplomate en Chine pour dégeler les relations

« La ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly envoie son adjoint en Chine pour tenter de dégeler les relations avec Pékin, a déclaré lundi une source gouvernementale. Ottawa souhaite "normaliser les relations bilatérales avec la Chine" et le voyage du vice-ministre des Affaires étrangères David Morrison vers le géant asia... [16 Avril 2024, 04h28, AFP]

CYBERSÉCURITÉ**> Les JO, cible majeure de cyberattaques protéiformes**

« Les jeux Olympiques de Montréal (1976) avaient subi la première cyberattaque, ceux de Tokyo (2020) avaient été exemplaires d'efficacité. L'édition de Paris, l'été prochain, sera la plus exposée de l'Histoire aux cyberattaques, l'intelligence artificielle (IA) en toile de fond. Entre groupes criminels en quête d'opérations crapuleuses, ... [15 Avril 2024, 19h05, AFP]

AFRIQUE DE L'OUEST / BSS**> Togo : la Cedeao envoie une délégation dans un contexte de vives tensions politiques**

« Une délégation diplomatique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se rend au Togo à partir de lundi, alors que le pays connaît de fortes tensions politiques, après l'adoption d'une nouvelle Constitution fin mars par les députés, a annoncé l'organisation ouest-africaine. Cette mission vise à "interagir... [15 Avril 2024, 21h40, AFP]

PROCHE-ORIENT**> Biden assure vouloir éviter un embrasement au Moyen-Orient**

« Joe Biden a dit lundi vouloir éviter un embrasement au Moyen-Orient après l'attaque sans précédent de l'Iran contre Israël, dans laquelle l'armée américaine est directement intervenue pour intercepter drones et missiles.

SOMMAIRE

ARTICLE

"Ensemble avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque" de l'Iran, a affirmé le président américain, qui aff... [15 Avril 2024, 22h28, AFP]

> Deux Palestiniens tués en Cisjordanie après des heurts avec des colons

« Deux Palestiniens ont été tués par balles lundi dans le nord de la Cisjordanie occupée après des heurts avec des colons israéliens, a indiqué le ministère de la Santé de l'Autorité palestinienne. Le ministère a indiqué que "des tirs de colons" avaient causé la mort des deux victimes de 21 et 30 ans dans la localité de Khirbet al-Taw... [15 Avril 2024, 23h05, AFP]

MOYEN-ORIENT

> Yémen : rapide propagation du choléra dans les zones contrôlées par les Houthis, s'inquiète l'ONU

« L'ONU s'est inquiétée lundi de la résurgence du choléra au Yémen, en particulier la propagation rapide de la maladie dans les zones contrôlées par les rebelles houthis où plus de 11.000 cas et 75 morts ont été enregistrés depuis octobre. Depuis octobre 2023, "nous avons vu une résurgence inquiétante du choléra à travers le pays", a... [15 Avril 2024, 18h30, AFP]

IRAN

> L'Iran a fermé ses installations nucléaires le jour de son attaque contre Israël (Grossi)

« L'Iran a fermé ses installations nucléaires dimanche, jour de son attaque contre Israël, a indiqué lundi le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi. Lors d'une conférence de presse en marge d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la centrale ukrainienne de Zaporijjia, M. Grossi... [16 Avril 2024, 05h22, AFP]

> Le chef de la diplomatie chinoise s'est entretenu avec son homologue iranien

« Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien, a rapporté mardi l'agence officielle Chine nouvelle, précisant que Téhéran avait de nouveau exprimé sa "volonté de retenue" après son attaque sans précédent sur le territoire israélien. Selon Chine nouvelle, Hossein Amir-Abdollahi... [16 Avril 2024, 05h49, AFP]

ETATS-UNIS

> Biden presse le Congrès d'adopter son plan d'aide à l'Ukraine

« Joe Biden a réitéré lundi un appel pressant au Congrès d'adopter un budget de dizaines de milliards de dollars d'aide militaire pour l'Ukraine, actuellement bloqué par l'opposition républicaine. "Le Congrès doit adopter ce financement" pour l'Ukraine "et il doit le faire maintenant, maintenant", a affirmé le président américain devant l... [15 Avril 2024, 22h50, AFP]

UKRAINE

> Centrale de Zaporijjia : on s'approche "dangereusement d'un accident nucléaire" (chef AIEA)

« "Nous nous approchons dangereusement d'un accident nucléaire" à Zaporijjia, a alerté lundi le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), notant qu'il était "impossible" de savoir qui était responsable des récentes attaques contre la centrale nucléaire ukrainienne. Le site de Zaporijjia (ZNPP), occupé depuis mars 2022... [15 Avril 2024, 23h22, AFP]

> Après l'attaque en Israël, l'Ukraine frustrée par le manque de soutien occidental

« Armes nucléaires, méfiance ou géographie ? Frustrée, l'Ukraine s'interroge sur les raisons de la réticence de ses alliés à l'aider davantage militairement face à la Russie, après une attaque aérienne iranienne contre Israël ce week-end repoussée avec succès notamment grâce au soutien occidental. Bombardée quotidiennement par son vo... [15 Avril 2024, 17h04, AFP]

> Scholz veut discuter avec Xi d'une "paix juste" en Ukraine

« Le chancelier allemand Olaf Scholz a exprimé mardi son intention de discuter d'une "paix juste" en Ukraine avec le président chinois Xi Jinping, lors de leur rencontre à Pékin. "Ma rencontre avec le président Xi portera également sur la manière dont nous pouvons contribuer davantage à une paix juste en Ukraine", a écrit M. Scholz sur le ... [16 Avril 2024, 06h23, AFP]

CAUCASE

> Géorgie : 10.000 manifestants à Tbilissi contre la loi sur les "agents de l'étranger"

« Environ 10.000 manifestants se sont rassemblés lundi soir à Tbilissi en Géorgie contre le projet de loi controversé sur les "agents de l'étranger", à l'origine de manifestations d'ampleur l'année dernière et jugé liberticide par ses détracteurs. Le parti au pouvoir dans ce pays du Caucase, le Rêve géorgien, a annoncé début avril le ... [15 Avril 2024, 18h45, AFP]

PROCHE-ORIENT

Israël promet une "riposte" à l'Iran, appels au calme

[16 Avril 2024, 05h54, AFP]

Israël promet "une riposte" à l'attaque massive et sans précédent lancée par l'Iran, malgré les appels de nombreux pays, y compris son allié américain, à éviter une escalade dans une région déjà endeuillée par la guerre en cours dans la bande de Gaza.

L'Iran a pour la première fois lancé une attaque directe ce weekend contre Israël, en représailles à une frappe contre le consulat iranien à Damas le 1er avril, attribuée à Israël, qui a tué sept membres des Gardiens de la Révolution.

L'armée israélienne va "riposter au lancement de ces si nombreux missiles de croisière et drones sur le territoire de l'Etat d'Israël", a déclaré lundi soir le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Herzi Halevi, en visitant la base de Nevatim (sud) touchée par une frappe.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait plus tôt appelé la communauté internationale à "rester unie" face à "l'agression iranienne, qui menace la paix mondiale", après cette attaque déjouée avec l'appui de plusieurs de ses alliés, dont Washington.

Depuis dimanche, les appels se multiplient pour empêcher une riposte massive qui risquerait d'embraser davantage la région, déjà "au bord du précipice", selon le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Après avoir fait front avec leurs alliés contre l'attaque iranienne, les Etats-Unis ont dit ne pas vouloir "d'une guerre étendue avec l'Iran", et prévenu qu'ils ne participeraient pas à une opération de représailles.

"Ensemble, avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque" iranienne, a affirmé le président américain Joe Biden en appelant Israël à éviter une escalade et plutôt tenter d'oeuvrer à un "cessez-le-feu" dans la bande de Gaza.

L'armée israélienne a bombardé dans la nuit de lundi à mardi Gaza, après avoir affirmé que l'attaque iranienne ne la ferait pas dévier de ses objectifs face au Hamas, allié de l'Iran, cible de son offensive menée depuis plus de six mois dans le territoire palestinien.

- "Volonté de retenue" -

Israël a annoncé avoir intercepté, avec l'aide des Etats-Unis et d'autres pays alliés dont la France et le Royaume-Uni, mais aussi la Jordanie et l'Arabie saoudite, la quasi-totalité des 350 drones et missiles lancés ce weekend par l'Iran.

L'Iran a dit considérer "l'affaire close" et mis en garde Israël, son ennemi juré, contre tout "comportement imprudent" qui déclencherait une réaction "bien plus forte" de sa part.

Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien, Hossein Amir-Abdollahian, a rapporté mardi l'agence officielle Chine nouvelle, précisant que Téhéran avait exprimé sa "volonté de retenue" après son attaque du weekend.

"Il semblerait que l'Iran soit capable de bien gérer la situation et d'éviter à la région de connaître encore plus de troubles, tout en protégeant sa propre souveraineté et sa dignité", a estimé M. Wang, selon Chine nouvelle.

Le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a indiqué que les inspecteurs de l'agence avaient été informés par les autorités iraniennes que les sites nucléaires iraniens inspectés quotidiennement avaient été "fermés" dimanche pour des "raisons de sécurité".

SOMMAIRE

ARTICLE

"Nous allons reprendre nos inspections demain (mardi)... ceci n'a eu aucun impact sur notre activité d'inspection", a dit lundi soir M. Grossi dont le mandat est d'éviter la prolifération, c'est-à-dire que davantage de pays se lancent dans des projets d'armement nucléaire.

- "Bouclier de fer" -

Le cabinet de guerre israélien présidé par Benjamin Netanyahu, sous très forte pression pour éviter une escalade, s'est réuni dimanche puis lundi, sans qu'une décision ne soit annoncée sur la forme que pourrait prendre une riposte.

"Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger l'État d'Israël, et nous le ferons à l'occasion et au moment que nous choisirons", a affirmé lundi le porte-parole de l'armée, l'amiral Daniel Hagari, sur la base de Nevatim.

L'armée, qui a donné lundi le nom de "Iron Shield" (Bouclier de fer) à son opération contre les missiles iraniens, a diffusé une courte vidéo montrant un cratère peu profond le long d'un mur dû à l'impact d'un projectile lors de sa chute sur cette base du sud du pays.

Outre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont eux aussi pris leurs distances. Le chef de la diplomatie britannique, David Cameron, a exclu une participation de son pays à une riposte et le président français Emmanuel Macron a appelé à éviter un "embrasement" régional.

Depuis le début de la guerre à Gaza le 7 octobre, les tensions n'ont cessé de s'aggraver au Moyen-Orient, impliquant Israël et l'Iran, ennemis depuis la révolution iranienne de 1979, et leurs alliés respectifs.

La République islamique, qui appelle à la destruction d'Israël, s'était gardée jusqu'à présent de l'attaquer frontalement et les deux pays avaient l'habitude de s'affronter par tiers interposés, comme le Hezbollah libanais et les rebelles yéménites houthis, alliés de l'Iran.

- Le Golden Gate bloqué -

La guerre Israël-Hamas a été déclenchée par une attaque sans précédent menée le 7 octobre par le mouvement islamiste depuis Gaza, qui a fait 1.170 morts, en majorité des civils, selon un bilan de l'AFP établi à partir de données officielles israéliennes. Plus de 250 personnes ont été enlevées et 129 restent retenues à Gaza, dont 34 sont mortes d'après des responsables israéliens.

En représailles, Israël a promis de "détruire" le Hamas -- qu'il considère comme une organisation terroriste de même que les Etats-Unis et l'Union européenne -- et lancé une offensive qui a fait jusqu'à présent 33.797 morts dans le territoire palestinien, selon le ministère de la Santé du Hamas.

Lundi aux Etats-Unis, des manifestants pro-palestiniens ont bloqué le Golden Gate Bridge, le pont emblématique de la ville de San Francisco, et déployé une banderole portant les mots: "Arrêtez le monde pour Gaza".

Cette manifestation fait partie d'une initiative appelée "A15 Action", qui cherche à bloquer de nombreuses grandes villes dans le monde entier, "en solidarité avec la Palestine".

TERRORISME

Attaque au couteau dans une église près de Sydney : un "acte terroriste", un adolescent arrêté

[16 Avril 2024, 05h29, AFP]

La police australienne a qualifié mardi d'"acte terroriste" une attaque au couteau commise la veille par un adolescent dans une église assyrienne de la banlieue de Sydney, qui a déclenché la fureur des fidèles et des affrontements dans la rue.

Un évêque et le suspect de 16 ans, qui a été arrêté, font partie des personnes prises en charge pour des "blessures qui n'engagent pas de pronostic vital" après cette agression survenue lundi soir.

Le jeune homme habillé de noir s'est approché de l'autel, a levé le bras droit et a frappé l'évêque de la communauté assyrienne Mar Mari Emmanuel avec un couteau, provoquant la panique et des cris parmi les fidèles, selon les images du service religieux retransmises en direct.

L'ecclésiastique de cette branche des chrétiens d'Orient, poignardé à la tête et au buste, est dans un état stable et sa santé "s'améliore", a informé l'église mardi.

"Après avoir examiné tous les éléments, j'ai déclaré qu'il s'agissait d'un acte terroriste", a annoncé Karen Webb, commissaire de police de la Nouvelle-Galles du Sud, lors d'une conférence de presse.

Cette attaque est considérée comme un acte d'"extrémisme" religieux, a-t-elle ajouté, précisant que le suspect est "connu de la police" mais ne figure dans aucun fichier antiterroriste.

- "Acte individuel" -

"A ce stade, il semble qu'il s'agisse d'un acte individuel", a déclaré Mike Burgess, chef des services de renseignement australiens. "Rien n'indique que quelqu'un d'autre soit impliqué, mais l'enquête reste ouverte", a-t-il ajouté, estimant qu'il n'était pas nécessaire de relever le niveau de menace terroriste du pays.

Le suspect est soigné pour des blessures à la main et a été conduit dans un endroit sûr, l'attaque ayant provoqué la fureur parmi les fidèles. La police avait précédemment indiqué qu'il avait 15 ans.

Trois autres personnes ont subi des blessures légères lors de l'attaque et une trentaine d'autres ont reçu des soins après une émeute qui s'est produite à l'extérieur de l'église.

Pendant trois heures, plus de 500 manifestants se sont affrontés à des policiers anti-émeutes voulant les empêcher d'entrer dans l'église et de lyncher l'adolescent.

Un journaliste de l'AFP a vu des projectiles lancés, avant que les policiers, équipés de boucliers, ne repoussent la foule.

Vingt véhicules de police et quelques maisons ont été endommagés par les manifestants qui ont lancé des bouteilles, des briques et d'autres objets.

Un policier, qui s'est tordu le genou et a eu une dent cassée, a "été frappé avec un objet en métal", selon la police, qui a fait état d'un autre agent, touché notamment par une brique, dont la "mâchoire est fracturée".

L'AFP a identifié, d'après la vidéo, le lieu comme étant l'église du Christ Bon Pasteur à Wakeley, dans la banlieue ouest de Sydney.

Le quartier est connu pour accueillir des membres de la petite communauté chrétienne

SOMMAIRE

ARTICLE

assyrienne ayant fui les persécutions et la guerre en Irak et en Syrie.

- Appel au calme -

Le calme est finalement revenu dans la soirée, mais des policiers supplémentaires ont été déployés dans le quartier pour protéger les édifices religieux.

La foule a exprimé "une réponse émotionnelle à ce qui s'était produit dans l'église", après des rumeurs répandues sur internet, a expliqué la police, sans fournir de précisions.

Le chef du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, Chris Minns, a lancé un appel au calme, dans un communiqué conjoint avec les autorités chrétiennes et musulmanes.

"Nous appelons tout un chacun à agir avec bonté et respect pour l'autre", ont-ils écrit. "C'est le moment de montrer que nous sommes forts et unis".

Cette nouvelle attaque survient au surlendemain d'une autre agression à l'arme blanche à Sydney qui a fait six morts, dont cinq femmes, samedi dans un centre commercial. Le motif terroriste a été écarté pour cette tuerie commise par un homme atteint d'une maladie mentale qui a été abattu.

RESSORTISSANTS FRANÇAIS

L'Australie offre la citoyenneté au "héros" français de l'attaque dans un centre commercial

[16 Avril 2024, 05h41, AFP]

Un Français qui avait héroïquement repoussé samedi, à l'aide d'un poteau, l'assaillant qui a mortellement poignardé six personnes dans un centre commercial de Sydney se verra offrir la citoyenneté australienne, a annoncé mardi le Premier ministre Anthony Albanese.

"Je dis à Damien Guerot, qui s'occupe de ses demandes de visa, qu'il est le bienvenu ici et qu'il peut rester aussi longtemps qu'il le souhaite", a fait savoir M. Albanese.

Le Premier ministre a fait l'éloge de M. Guerot, le remerciant pour son "extraordinaire bravoure" lorsqu'il a affronté Joel Cauchi, un homme de 40 ans souffrant de troubles mentaux, sur un escalator pour l'empêcher de faire d'autres victimes.

"C'est quelqu'un que nous accueillerions volontiers comme citoyen australien, même si ce serait bien sûr une perte pour la France. Nous le remercions pour son extraordinaire bravoure", a-t-il ajouté.

Damien Guerot a été surnommé "l'homme au poteau" et qualifié de "héros" pour être intervenu lors de l'attaque au couteau de samedi dans un centre commercial très fréquenté de Sydney.

"Cela en dit long sur la nature humaine, lorsque nous sommes confrontés à des problèmes difficiles, qu'une personne qui n'est pas un citoyen de ce pays se soit tenue courageusement en haut de cet escalator et ait empêché cet agresseur de gagner un autre étage et de commettre potentiellement un nouveau carnage", a déclaré M. Albanese.

Cinq femmes et un agent de sécurité pakistanais ont été tués au cours de l'attaque, qui n'a pas été imputée au terrorisme. La police cherche à savoir si l'assaillant ciblait spécifiquement les femmes.

M. Albanese a tenu à saluer l'entraide entre inconnus face à ce déchaînement de violence et la bravoure de la policière Amy Scott, qui, seule, a traqué l'agresseur et l'a abattu.

"Je pense que samedi, nous avons vu le meilleur de la nature humaine en même temps qu'une tragédie dévastatrice", a-t-il observé.

DIPLOMATIE

L'ambassadeur iranien en France convoqué au ministère des Affaires étrangères

[15 Avril 2024, 18h40, AFP]

L'ambassadeur iranien en France a été convoqué lundi au ministère des Affaires étrangères qui lui a signifié la condamnation par Paris de "l'attaque irresponsable" de l'Iran contre Israël, a annoncé le Quai d'Orsay.

L'ambassadeur, Mohammad Amin-Nejad, s'est vu rappeler "avec la plus grande fermeté" la condamnation française de l'attaque perpétrée par l'Iran dans la nuit de samedi à dimanche, indique le Quai dans une déclaration.

"La République islamique, en ayant lancé cette attaque irresponsable, fait courir le risque d'un embrasement auquel personne n'aurait intérêt. Ces actions graves et sans précédent, qui menacent la sécurité d'Israël, celle de nos partenaires, et la stabilité régionale, doivent cesser immédiatement", ajoute le Quai.

"La France travaille avec ses partenaires à la désescalade et appelle chacun à la retenue", poursuit le ministère, qui a également réitéré à l'ambassadeur son "exigence de libération immédiate de nos ressortissants arbitrairement détenus en Iran".

Quatre Français sont toujours détenus en Iran, Paris les qualifiant "d'otages d'Etat".

Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, la République tchèque et la Belgique, ont également convoqué lundi l'ambassadeur iranien sur leur sol pour exprimer leur condamnation de l'attaque sans précédent ce week-end.

La convocation de l'ambassadeur en France avait été annoncée dimanche soir par le chef de la diplomatie Stéphane Séjourné. Dans un message posté sur le réseau social X lundi, le ministre a dénoncé une "fake news" relayée par "des comptes à forte audience" affirmant qu'il n'y avait pas d'ambassadeur iranien à Paris.

L'Iran a lancé des centaines de drones et de missiles en direction du territoire israélien dans la nuit de samedi à dimanche, en riposte à une frappe, le 1er avril, sur l'annexe consulaire de l'ambassade iranienne à Damas (Syrie), attribuée à Israël.

La quasi totalité des missiles et drones ont été détruits avant de toucher le territoire israélien. Il s'agissait de la première attaque directe de l'Iran contre Israël.

DIPLOMATIE

Le Canada dépêche un haut diplomate en Chine pour dégeler les relations

[16 Avril 2024, 04h28, AFP]

La ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly envoie son adjoint en Chine pour tenter de dégeler les relations avec Pékin, a déclaré lundi une source gouvernementale.

Ottawa souhaite "normaliser les relations bilatérales avec la Chine" et le voyage du vice-ministre des Affaires étrangères David Morrison vers le géant asiatique "s'inscrit dans cette perspective", a déclaré cette source à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat.

Ce voyage devrait avoir lieu dans les prochains jours.

Les relations bilatérales sont tendues depuis l'arrestation en 2018 par les autorités canadiennes d'une responsable du géant chinois Huawei et de l'emprisonnement en représailles par la Chine de deux ressortissants canadiens.

Si tous les trois ont depuis été libérés, les tensions ont perduré, Pékin reprochant notamment à Ottawa son alignement sur la politique chinoise de Washington. Les autorités canadiennes accusent de leur côté régulièrement la Chine d'ingérence.

Mélanie Joly ne s'est pas rendue en Chine depuis qu'elle a pris ses fonctions de ministre des Affaires étrangères en 2021, mais elle a rencontré son homologue chinois Wang Yi en février, en marge de la conférence de Munich sur la sécurité, en Allemagne.

"Les difficultés actuelles" des relations bilatérales "ne sont pas ce que la Chine souhaite voir", avait fait savoir Wang Yi.

"Nous espérons que le Canada arrêtera de monter en épingle la théorie de la menace chinoise et arrêtera de diffuser de fausses informations sur une prétendue ingérence de la Chine dans les affaires intérieures du Canada", avait-t-il dit à Mélanie Joly.

De son côté, la ministre canadienne avait parlé de la nécessité de "poursuivre une diplomatie pragmatique" avec la Chine.

CYBERSECURITE

Les JO, cible majeure de cyberattaques protéiformes

[15 Avril 2024, 19h05, AFP]

Les jeux Olympiques de Montréal (1976) avaient subi la première cyberattaque, ceux de Tokyo (2020) avaient été exemplaires d'efficacité. L'édition de Paris, l'été prochain, sera la plus exposée de l'Histoire aux cyberattaques, l'intelligence artificielle (IA) en toile de fond.

Entre groupes criminels en quête d'opérations crapuleuses, "hacktivistes" aux ambitions plus ou moins idéologiques et acteurs étatiques soucieux de saper l'événement, la menace est protéiforme.

"Il y a tellement de pièces en mouvement que le spectre des attaques est assez vaste. C'est un défi de sécurité très important", explique à l'AFP John Hultquist, analyste chez Mandiant Consulting, une société de conseil en cybersécurité appartenant à Google.

"Nous sommes inquiets pour tout ce qui va des diffuseurs aux sponsors, en passant par les infrastructures de transport, la logistique et le soutien, les compétitions. Toutes les formes de perturbations sont sur la table", poursuit-il.

La gestion de ces attaques revient principalement à l'Agence française de sécurité informatique (Anssi) et au ministère de l'Intérieur, avec l'assistance éventuelle des forces de cyberdéfense du ministère des Armées (Comcyber).

"Ni insouciance, ni panique", répondait en mars à l'AFP Vincent Strubel le directeur général de l'Anssi, interrogé sur son état d'esprit. "On s'est bien entraînés. Et on a encore quelques mois pour figuler cette préparation".

Mais il admettait un risque élevé: "Le scénario du pire, c'est qu'on se retrouve noyés sous des attaques sans gravité et qu'on ne voie pas venir une attaque plus grave, qui viserait une infrastructure critique."

- Tokyo, la "success story" -

Dans la revue de recherche Hérodote, un expert en gestion des risques, dissimulé derrière un pseudonyme, rappelle le cas de Montréal en 1976, soit l'âge de pierre de l'informatique.

Les Jeux avaient été frappés par la perturbation électrique des systèmes d'information pendant 48 heures et plusieurs épreuves avaient dû être reportées ou déplacées. "Montréal reste ainsi dans la mémoire des comités d'organisation comme le fait générateur du risque cyber", estime-t-il.

Tokyo, à l'inverse, fait figure de "success story". Les organisateurs, sous épidémie de covid, avaient "intégré le risque cyber y compris dans la conception des bâtiments et des infrastructures sportives".

Paris est-elle prête ? Le verdict tombera en août. Mais le contexte géopolitique international est multiplicateur de risques.

La Russie, dont les relations avec le Comité international olympique (CIO) sont exécrables et dont les athlètes ne pourront participer sous bannière nationale, est dans le viseur.

Le CIO s'est plaint de campagnes de désinformation russes en novembre et mars. Et Paris dénonce une vague d'infox et de manipulations prorusses sur internet en lien avec la guerre en Ukraine.

Début avril, le Kremlin a ainsi dénoncé les accusations "infondées" du président Emmanuel Macron, selon lequel Moscou diffusait des informations laissant entendre que Paris ne serait pas prêt pour les JO.

SOMMAIRE

ARTICLE

- L'impact "magistral" de l'IA -

"Les inquiétudes majeures pointent les acteurs russes, notamment le GRU", les services de renseignement militaire russes, estime John Hultquist, rappelant qu'ils sont notamment accusés d'avoir été derrière des cyberattaques lors des JO d'Hiver de Pyongchang en Corée du sud en 2018, et pendant la campagne présidentielle française en 2017.

Les agents du GRU "constituent globalement le pion de Moscou sur ce genre de choses", ajoute-t-il. Pour la Russie, comme pour d'autres, "l'objectif est géopolitique: il s'agit de saper la confiance et la foi en la cible et en sa capacité à agir efficacement".

Paris-2024 devra par ailleurs travailler, pour la première fois, dans l'ère d'une intelligence artificielle démocratisée et puissante. "L'IA aura un impact magistral pour nous", assure à cet égard un haut responsable militaire français.

Elle permettra notamment "de brasser plus vite les données, d'extraire les événements marquants". Mais "l'adversaire a les mêmes atouts et surtout, je vais avoir beaucoup plus d'adversaires", ajoute-t-il, relevant que "les moyens ne sont pas à la hauteur de toutes les attaques qu'on peut subir".

Betsy Cooper, experte en cybersécurité pour l'Institut Aspen aux Etats-Unis, évoque l'entrée "dans une nouvelle ère où il sera plus facile de toucher à l'intégrité du sport grâce à l'IA".

Truquer un système d'arbitrage hawk-eye, effacer des temps, brouiller des tableaux de score: les moyens de perturbation sont multiples.

L'analyste préconise notamment la compartimentation des espaces informatiques, afin que tous les systèmes ne soient pas connectés sur les mêmes wifi et que l'infection d'un domaine ne contamine pas les autres.

Ironie de l'histoire, elle évoque comme rempart ultime... le bon vieux support papier. En cas de cyberattaque sur une compétition, "avec un double sur papier, pas de problème. Sinon, qui sera capable de revenir en arrière et de retrouver les bonnes données ?"

AFRIQUE DE L'OUEST / BSS

Togo : la Cedeao envoie une délégation dans un contexte de vives tensions politiques

[15 Avril 2024, 21h40, AFP]

Une délégation diplomatique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se rend au Togo à partir de lundi, alors que le pays connaît de fortes tensions politiques, après l'adoption d'une nouvelle Constitution fin mars par les députés, a annoncé l'organisation ouest-africaine.

Cette mission vise à "interagir avec les principales parties prenantes sur les derniers développements dans le pays avant les élections législatives et régionales du 29 avril 2024", a indiqué la Cedeao dans un communiqué lundi.

"La mission exploratoire, composée de sept membres, est dirigée par Maman Sambo Sidikou, ancien chef de la mission de l'Union africaine au Mali et au Sahel, en partie en réponse à une invitation du gouvernement togolais. Elle séjournera dans le pays du 15 au 20 avril", a-t-elle ajouté.

Le projet de nouvelle Constitution, qui ferait passer le Togo d'un régime présidentiel à un régime parlementaire, agite le pays depuis son adoption en première lecture par les députés fin mars.

L'opposition togolaise y voit un moyen pour le président Faure Gnassingbé de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible.

En vertu du nouveau texte, le président sera désormais choisi "sans débat" par le Parlement réuni en congrès "pour un mandat unique de six ans".

Il introduit également un poste de "président du Conseil des ministres" en charge des fonctions régaliennes du pays.

Récemment, deux journées de manifestations prévues par l'opposition et des groupes de la société civile vendredi et samedi pour protester contre cette nouvelle Constitution n'ont pu avoir lieu, ayant été interdites par les autorités.

Vendredi, les forces de l'ordre ont empêché le regroupement des membres de l'opposition.

Les manifestations sur la voie publique sont interdites dans le pays depuis 2022, après une attaque dans un marché de Lomé dans laquelle un gendarme avait perdu la vie.

L'opposition compte désormais sur les élections législatives et régionales, initialement prévues le 20 avril puis reportées au 29 avril, pour crier son mécontentement face aux dernières grandes décisions politiques et législatives au Togo.

L'Assemblée nationale est actuellement dominée par le parti au pouvoir l'Union pour la République (l'UNIR), les principaux partis d'opposition ayant boycotté les dernières élections législatives de 2018.

Le président Faure Gnassingbé est arrivé à la tête de l'Etat en 2005, succédant à son père resté au pouvoir pendant près de 38 ans, puis a été réélu dans des scrutins toujours contestés par l'opposition.

PROCHE-ORIENT

Biden assure vouloir éviter un embrasement au Moyen-Orient

[15 Avril 2024, 22h28, AFP]

Joe Biden a dit lundi vouloir éviter un embrasement au Moyen-Orient après l'attaque sans précédent de l'Iran contre Israël, dans laquelle l'armée américaine est directement intervenue pour intercepter drones et missiles.

"Ensemble avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque" de l'Iran, a affirmé le président américain, qui affiche depuis son soutien "inébranlable" à l'allié israélien tout en disant tout faire pour éviter l'escalade régionale.

"Les Etats-Unis sont engagés pour la sécurité d'Israël. Nous sommes engagés en faveur d'un cessez-le-feu (à Gaza) qui ramènera les otages à la maison et empêchera le conflit de s'étendre plus qu'il ne l'est déjà", a-t-il déclaré en recevant le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani dans le Bureau ovale de la Maison Blanche.

Le dirigeant irakien a de son côté dit espérer que "toutes les parties concernées feront preuve de retenue et arrêteront l'escalade", tout en appelant à mettre un terme à "cette guerre destructrice" à Gaza.

L'Iran a tiré des centaines de missiles et drones dans la nuit de samedi à dimanche sur Israël, en représailles à une attaque meurtrière contre son consulat à Damas attribuée à Israël.

La quasi-totalité de ces missiles et drones ont été interceptés par la défense antiaérienne israélienne avec l'aide des Etats-Unis et d'autres pays alliés.

Ces opérations s'inscrivent dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien depuis le 7 octobre, dont l'ampleur sans précédent n'a cessé de faire craindre une explosion régionale.

"Nous pouvons avoir des évaluations divergentes concernant les dossiers régionaux actuels", a déclaré Mohamed Chia al-Soudani, en constant exercice d'équilibriste entre son allié iranien et son partenaire américain. "Mais nous sommes d'accord sur les principes du droit international."

- "Réponse diplomatique" -

"Nous refusons toute attaque contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, tout comme nous appelons au respect du droit et des traditions internationales concernant la protection des missions diplomatiques", a-t-il insisté.

Plus tôt lundi, le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a assuré que les Etats-Unis ne "cherchent pas l'escalade" mais continueront "à défendre Israël et à protéger (leurs) effectifs dans la région".

"Je pense que ce week-end a démontré qu'Israël n'a pas eu et n'a toujours pas à se défendre seul lorsqu'il est victime d'une agression", a-t-il poursuivi en condamnant une attaque d'une portée "sans précédent", la première à viser directement Israël depuis le territoire iranien.

M. Blinken a encore fait part d'une intense séquence diplomatique "ces dernières 36 heures, visant à coordonner une réponse diplomatique pour tenter d'empêcher l'escalade" dans la région.

Le chef de la diplomatie américaine s'est notamment entretenu avec ses homologues égyptien, jordanien, turc, saoudien, britannique et allemand, selon le département d'Etat.

Qualifiant l'attaque d'"échec spectaculaire et embarrassant", Washington a par ailleurs démenti les informations selon lesquelles les Iraniens avaient prévu un tel échec et qu'ils

SOMMAIRE

ARTICLE

avaient "donné l'alerte pour aider Israël à préparer ses défenses et à limiter tous dégâts potentiels".

"Tout ceci est catégoriquement faux", a affirmé John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. "Cette attaque a échoué parce qu'Israël, les Etats-Unis et une coalition d'autres partenaires engagés envers la sécurité d'Israël l'ont fait échouer".

Des responsables américains ont fait savoir que l'Iran avait transmis aux Etats-Unis, par l'intermédiaire de la Suisse, un message les prévenant de leur intention de répondre à la frappe sur leur consulat à Damas.

PROCHE-ORIENT

Deux Palestiniens tués en Cisjordanie après des heurts avec des colons

[15 Avril 2024, 23h05, AFP]

Deux Palestiniens ont été tués par balles lundi dans le nord de la Cisjordanie occupée après des heurts avec des colons israéliens, a indiqué le ministère de la Santé de l'Autorité palestinienne.

Le ministère a indiqué que "des tirs de colons" avaient causé la mort des deux victimes de 21 et 30 ans dans la localité de Khirbet al-Tawil, hameau à la sortie d'Aqraba, commune située à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Naplouse.

L'armée israélienne a fait état, dans un communiqué, "d'un échange violent entre des civils israéliens et des Palestiniens" dans la zone.

Ces heurts se sont produits après qu'un "suspect palestinien a attaqué un berger israélien", a précisé l'armée, ajoutant que des soldats dépêchés sur les lieux ont "opéré pour disperser l'échange violent". Au cours de l'incident, deux Palestiniens ont été tués et "une première enquête suggère que les tirs mortels ne proviennent pas" de l'armée, a indiqué cette dernière.

Salah Bani Jaber, le maire d'Aqraba a déclaré à l'AFP que "des dizaines de colons" avaient attaqué Khirbet al-Tawil lundi soir, "agressé et tiré sur des habitants, entraînant la mort de deux citoyens".

Le 19 mars, un Palestinien avait été tué devant chez lui à Khirbet al-Tawil. Le maire de la commune avait mis en cause une attaque de colons israéliens tandis que l'armée israélienne avait laissé entendre qu'un de ses soldats aurait été à l'origine du tir fatal.

Depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, déclenchée par l'attaque du Hamas du 7 octobre contre Israël, les violences se sont intensifiées en Cisjordanie.

La mort ce week-end d'un adolescent israélien assassiné dans des circonstances inconnues en Cisjordanie occupée a provoqué d'importantes représailles de colons qui ont attaqué des villages, incendié des maisons et des voitures palestiniennes au cours du week-end, tuant au moins deux personnes.

En Cisjordanie, au moins 468 Palestiniens ont été tués par des militaires ou colons israéliens depuis le début de la guerre, selon l'Autorité palestinienne.

Les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, où résident plus de 490.000 Israéliens, sont toutes illégales au regard du droit international.

MOYEN-ORIENT

Yémen : rapide propagation du choléra dans les zones contrôlées par les Houthis, s'inquiète l'ONU

[15 Avril 2024, 18h30, AFP]

L'ONU s'est inquiétée lundi de la résurgence du choléra au Yémen, en particulier la propagation rapide de la maladie dans les zones contrôlées par les rebelles houthis où plus de 11.000 cas et 75 morts ont été enregistrés depuis octobre.

Depuis octobre 2023, "nous avons vu une résurgence inquiétante du choléra à travers le pays", a déclaré lors d'une réunion du Conseil de sécurité Edem Wosornu, au nom du chef des opérations humanitaires de l'ONU Martin Griffiths, notant que la dernière épidémie datait de 2019.

"La réponse dans les zones contrôlées par le gouvernement, menée par le gouvernement avec le soutien des humanitaires, a permis de ralentir la propagation de la maladie, et d'assurer que les traitements adéquats soient disponibles", a-t-elle indiqué.

"Mais depuis mars, nous voyons l'épidémie se propager rapidement dans les zones contrôlées par les Houthis", s'est-elle alarmée.

Au 7 avril, plus de 11.000 cas suspects y avaient été enregistrés depuis octobre, ainsi que 75 morts, contre 3.200 cas suspects dans les zones contrôlées par le gouvernement, a-t-elle indiqué, insistant sur la nécessité d'une "réponse rapide".

"Mais les stocks d'urgence de matériel essentiel sont presque épuisés. Et les systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène doivent être renforcés en urgence", a-t-elle souligné, appelant la communauté internationale à l'aide.

Le plan de réponse humanitaire de l'ONU pour le Yémen pour 2024, chiffré à 2,7 milliards de dollars, n'est pour l'instant financé qu'à 10%.

Aider la population passe aussi par des progrès vers la paix, a insisté l'ONU.

Le pays connaît une accalmie depuis une trêve négociée en avril 2022 par les Nations unies -- officiellement expirée. Mais dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, les Houthis ont mené en mer Rouge et dans le golfe d'Aden des dizaines d'attaques contre des navires qu'ils estiment liés à Israël, disant agir en solidarité avec les Palestiniens.

Et si la situation militaire dans le pays "reste contenue par rapport à avant avril 2022, nous avons vu récemment une escalade des hostilités sur plusieurs lignes de front", a noté l'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen Hans Grundberg.

"Même si les conflits au Yémen et dans la région sont sans aucun doute liés, je crois fortement que nous devons aux Yéménites de nous assurer que résoudre le conflit au Yémen ne soit pas subordonné à la résolution d'autres problèmes", a-t-il insisté.

"Nous ne pouvons pas risquer que l'espoir d'une paix au Yémen devienne un dommage collatéral", a-t-il insisté, mettant en garde contre les "conséquences catastrophiques" pour le Yémen et au-delà en cas de nouvelle escalade dans le pays.

IRAN

L'Iran a fermé ses installations nucléaires le jour de son attaque contre Israël (Grossi)

[16 Avril 2024, 05h22, AFP]

L'Iran a fermé ses installations nucléaires dimanche, jour de son attaque contre Israël, a indiqué lundi le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi.

Lors d'une conférence de presse en marge d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la centrale ukrainienne de Zaporijjia, M. Grossi a été interrogé sur la possibilité d'une frappe de représailles israélienne contre des installations nucléaires iraniennes.

"Nous sommes toujours préoccupés par cette possibilité", a répondu le chef de l'AIEA.

"Ce que je peux vous dire, c'est que nos inspecteurs en Iran ont été informés par le gouvernement iranien qu'hier (dimanche, NDLR), toutes les installations nucléaires que nous inspectons chaque jour resteraient fermées pour des raisons de sécurité", a-t-il ajouté.

Selon lui, les installations iraniennes devaient rouvrir lundi. "J'ai décidé de ne pas laisser les inspecteurs revenir tant que la situation n'est pas complètement calme. Nous reprendrons demain" (mardi, NDLR), a-t-il expliqué.

Cette fermeture "n'a pas eu d'impact sur nos activités d'inspection. Mais bien sûr, nous appelons toujours à la plus grande retenue", a-t-il poursuivi.

En 1981, Israël avait bombardé le réacteur nucléaire d'Osirak, dans l'Irak de Saddam Hussein, malgré l'opposition de Washington. Israël a également admis, en 2018, avoir lancé un raid aérien ultrasecret onze ans plus tôt contre un réacteur nucléaire dans l'est de la Syrie.

Les services secrets israéliens sont aussi accusés par Téhéran d'avoir assassiné deux physiciens nucléaires iraniens en 2010, et d'en avoir enlevé un autre l'année précédente.

Egalement en 2010, une cyberattaque très sophistiquée via le virus Stuxnet, attribuée par Téhéran à Israël et aux Etats-Unis, avait frappé le programme nucléaire iranien, entraînant une série de pannes dans son parc de centrifugeuses utilisées pour l'enrichissement de l'uranium.

Israël accuse l'Iran - qui dément - de vouloir se doter de la bombe atomique et dit chercher par tous les moyens à l'en empêcher.

IRAN

Le chef de la diplomatie chinoise s'est entretenu avec son homologue iranien

[16 Avril 2024, 05h49, AFP]

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien, a rapporté mardi l'agence officielle Chine nouvelle, précisant que Téhéran avait de nouveau exprimé sa "volonté de retenue" après son attaque sans précédent sur le territoire israélien.

Selon Chine nouvelle, Hossein Amir-Abdollahian a fait part à M. Wang de la position iranienne quant au bombardement, imputé à Israël, d'une annexe de l'ambassade d'Iran à Damas, en Syrie.

Toujours d'après l'agence chinoise, le diplomate iranien a estimé que le Conseil de sécurité des Nations Unies "n'a pas apporté la réponse nécessaire à cette attaque" et que "l'Iran a le droit à l'auto-défense en réponse à la violation de sa souveraineté".

Sept membres des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique d'Iran, ont été tués dans les frappes sur le consulat iranien à Damas le 1er avril.

En riposte, Téhéran a lancé pour la première fois, dans la nuit de samedi à dimanche, une attaque directe sur le territoire israélien. Assaut auquel Israël a promis de répondre.

M. Amir-Abdollahian a toutefois assuré que l'Iran avait la "volonté de faire preuve de retenue" et aucune intention de contribuer à une escalade plus importante des tensions. La situation régionale est déjà "très sensible", a-t-il relevé.

Quant à M. Wang, il a affirmé que Pékin "condamne fortement et s'oppose fermement à l'attaque" de l'annexe consulaire d'Iran, la considérant comme une "violation sérieuse du droit international", a rapporté Chine nouvelle.

"Il semblerait que l'Iran soit capable de bien gérer la situation et d'éviter à la région de connaître encore plus de troubles, tout en protégeant sa propre souveraineté et sa dignité", a estimé M. Wang, selon Chine nouvelle.

De plus, a encore écrit l'agence, M. Amir-Abdollahian a dit à son homologue chinois que toute nouvelle attaque contre les intérêts ou la sécurité de l'Iran déclencherait une riposte "décisive, immédiate et importante", mettant notamment en garde la Maison Blanche.

Par ailleurs, M. Wang s'est aussi entretenu lundi avec son homologue saoudien Fayçal ben Farhane, selon Chine nouvelle, qui a précisé que les deux diplomates se sont mis d'accord pour coopérer afin d'éviter une escalade des violences au Proche-Orient.

ETATS-UNIS

Biden presse le Congrès d'adopter son plan d'aide à l'Ukraine

[15 Avril 2024, 22h50, AFP]

Joe Biden a réitéré lundi un appel pressant au Congrès d'adopter un budget de dizaines de milliards de dollars d'aide militaire pour l'Ukraine, actuellement bloqué par l'opposition républicaine.

"Le Congrès doit adopter ce financement" pour l'Ukraine "et il doit le faire maintenant, maintenant", a affirmé le président américain devant les journalistes en recevant le Premier ministre tchèque, Petr Fiala, à la Maison Blanche.

Une enveloppe de 60 milliards de dollars pour Kiev, réclamée par le président démocrate, est bloquée au Congrès américain depuis des mois, tout comme une autre enveloppe pour Israël.

"Comme la République tchèque le sait trop bien, la Russie ne s'arrêtera pas à l'Ukraine et l'impact sur l'Otan serait significatif", a affirmé M. Biden.

Le président russe Vladimir Poutine "ne s'arrêtera pas, mettant en péril l'Europe, les Etats-Unis et le monde entier si on ne l'arrête pas en Ukraine", a-t-il renchéri.

Il a salué au passage l'initiative tchèque d'achats groupés de munitions d'artillerie hors de l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine.

La République tchèque se mobilise depuis plusieurs mois pour convaincre d'autres pays de financer un fonds destiné à acheter des munitions que l'UE ne parvient pas à produire en quantités suffisantes.

"En 1968, j'ai vu des chars russes dans les rues de ma ville et je ne veux plus jamais voir ça", a déclaré M. Fiala, en référence au Printemps de Prague, et appelant à poursuivre le soutien à l'Ukraine.

Concernant le plan d'aide, le "speaker" (président) de la Chambre des représentants, le républicain Mike Johnson, a indiqué dimanche qu'il entendait soumettre une proposition de loi budgétaire pour Israël, après l'attaque massive de missiles et drones iraniens au cours du week-end, mais sans dire ce qu'il ferait à propos de l'Ukraine.

La Maison Blanche lui a opposé lundi une fin de non-recevoir.

"Nous n'accepterons pas un texte unique" que sur Israël. Cela n'aidera ni Israël ni l'Ukraine. Cela ne ferait que retarder cette aide qui est nécessaire", a déclaré la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre.

De loin le premier soutien militaire à l'Ukraine, les Etats-Unis n'ont plus envoyé de grande enveloppe à Kiev depuis décembre 2022.

Sans ces fonds, "l'Ukraine perdra la guerre", a alerté récemment le président Volodymyr Zelensky.

UKRAINE

Centrale de Zaporijjia : on s'approche "dangereusement d'un accident nucléaire" (chef AIEA)

[15 Avril 2024, 23h22, AFP]

"Nous nous approchons dangereusement d'un accident nucléaire" à Zaporijjia, a alerté lundi le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), notant qu'il était "impossible" de savoir qui était responsable des récentes attaques contre la centrale nucléaire ukrainienne.

Le site de Zaporijjia (ZNPP), occupé depuis mars 2022 par la Russie dans le sud de l'Ukraine, a subi une série d'attaques de drones à partir du 7 avril, Moscou et Kiev se rejetant mutuellement la responsabilité.

Interrogé par les journalistes sur l'origine de ces récentes attaques, le directeur général de l'AIEA Rafael Grossi a assuré que "dans ce cas, il est tout simplement impossible" d'identifier le pays responsable.

Parce que les attaques ont été menées par des drones qui peuvent faire des détours et que les drones en question "peuvent être obtenus pratiquement n'importe où".

"Alors les preuves scientifiques ne sont pas là pour nous permettre de dire de façon indiscutable que cela vient de là ou de là", a-t-il insisté.

D'où qu'elles viennent, ces "attaques irréfléchies", les premières à viser directement la plus grande centrale d'Europe depuis novembre 2022, "doivent cesser immédiatement", a-t-il plaidé lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU dédiée à cette question.

"Bien qu'heureusement elles n'aient pas provoqué d'incident radiologique cette fois-ci, elles ont largement augmenté le risque à la centrale de Zaporijjia, où la sûreté nucléaire est déjà compromise", a ajouté le directeur général de l'instance onusienne, qui dispose d'experts sur place.

Elles constituent également un "dangereux précédent, en ayant atteint avec succès la structure de confinement d'un réacteur".

"Deux années de guerre pèsent lourdement sur la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Chacun des sept piliers de l'AIEA sur la sécurité et de la sûreté nucléaires ont été compromis. Nous ne pouvons pas rester sans rien faire en attendant qu'un dernier poids fasse pencher la balance en équilibre instable", a-t-il plaidé.

"Nous nous approchons dangereusement d'un accident nucléaire", a-t-il insisté, appelant à ce qu'un "coup de dé ne décide pas de ce qui se passera demain".

Même si les six réacteurs de la centrale sont à l'arrêt, "les dangers potentiels d'un accident nucléaire majeurs restent bien réels".

UKRAINE

Après l'attaque en Israël, l'Ukraine frustrée par le manque de soutien occidental

[15 Avril 2024, 17h04, AFP]

Armes nucléaires, méfiance ou géographie ? Frustrée, l'Ukraine s'interroge sur les raisons de la réticence de ses alliés à l'aider davantage militairement face à la Russie, après une attaque aérienne iranienne contre Israël ce week-end repoussée avec succès notamment grâce au soutien occidental.

Bombardée quotidiennement par son voisin russe, l'Ukraine est le théâtre depuis plus de deux ans du pire conflit armé en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes.

Alors que l'aide occidentale s'essouffle, notamment en raison de divisions politiques au Congrès américain, la situation sur le front s'est récemment dégradée pour Kiev, qui exhorte depuis des mois ses partenaires à lui livrer davantage d'armements et de systèmes de défense antiaérienne.

Dans ce contexte, le soutien militaire occidental qui a aidé Israël à intercepter la quasi-totalité de missiles et drones explosifs iraniens a suscité une profonde amertume à Kiev.

"Le monde entier a vu ce qu'est une vraie défense. Il voit qu'elle est possible. Et le monde entier a vu qu'Israël n'était pas seul dans cette défense", a relevé le président Volodymyr Zelensky dimanche soir, exprimant à haute voix le sentiment de frustration au sein de la population.

"Ce n'est pas la rhétorique qui protège le ciel", a-t-il ajouté en exhortant les soutiens de Kiev à ne pas "fermer les yeux sur les missiles et les drones russes" qui visent l'Ukraine.

Un appel répété lundi par son chef de la diplomatie, Dmytro Kouleba.

"Tout ce que nous demandons à nos partenaires - même si vous ne pouvez pas agir comme vous le faites en Israël - c'est de nous donner ce dont nous avons besoin et nous ferons le reste du travail", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse.

Le débat sur les raisons de cette réticence occidentale anime aussi les réseaux sociaux, de nombreux Ukrainiens l'expliquant par la peur des Occidentaux face à l'arsenal nucléaire russe.

"On ne nous aide pas car nous n'avons pas de quoi faire peur aux autres", a ainsi écrit sur Facebook Dmytro Zolotoukhine, un analyste politique ukrainien.

D'autres, comme Valery Pekar, professeur dans une école de commerce à Kiev, ont rappelé le partenariat de longue date qui lie Israël aux Occidentaux, contrairement à l'Ukraine, qui a longuement hésité entre rapprochement avec l'Occident ou le voisin russe.

D'autres internautes ont par ailleurs noté qu'il est plus facile de protéger Israël --avec sa superficie de 22.000 km²-- que l'Ukraine, pays le plus vaste d'Europe et s'étendant sur 603.000 km².

UKRAINE

Scholz veut discuter avec Xi d'une "paix juste" en Ukraine

[16 Avril 2024, 06h23, AFP]

Le chancelier allemand Olaf Scholz a exprimé mardi son intention de discuter d'une "paix juste" en Ukraine avec le président chinois Xi Jinping, lors de leur rencontre à Pékin.

"Ma rencontre avec le président Xi portera également sur la manière dont nous pouvons contribuer davantage à une paix juste en Ukraine", a écrit M. Scholz sur le réseau social X, ajoutant qu'il y avait eu "un échange intensif entre nos gouvernements depuis ma dernière visite en Chine".

Selon les médias d'Etat chinois, M. Scholz a été reçu par M. Xi mardi matin au terme de son voyage de trois jours en Chine, premier partenaire commercial de l'Allemagne, en compagnie d'une importante délégation de ministres et de chefs d'entreprises.

Ce voyage intervient alors que Xi Jinping, qui n'a jamais explicitement condamné la guerre russe contre l'Ukraine, est sous le feu des critiques occidentales pour sa proximité affichée avec Moscou et le président Vladimir Poutine.

La visite a également lieu alors que l'Union européenne a engagé un bras de fer avec la Chine, qu'elle accuse de fausser le marché européen en l'inondant de produits à bas prix.

CAUCASE

Géorgie : 10.000 manifestants à Tbilissi contre la loi sur les "agents de l'étranger"

[15 Avril 2024, 18h45, AFP]

Environ 10.000 manifestants se sont rassemblés lundi soir à Tbilissi en Géorgie contre le projet de loi controversé sur les "agents de l'étranger", à l'origine de manifestations d'ampleur l'année dernière et jugé liberticide par ses détracteurs.

Le parti au pouvoir dans ce pays du Caucase, le Rêve géorgien, a annoncé début avril le retour de ce projet de loi controversé dont une première mouture avait été abandonnée après des protestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Tbilissi en mars 2023 pour dénoncer un texte s'inspirant de la législation russe visant les détracteurs du pouvoir.

"Non à la loi russe !", scandait la foule, brandissant à l'extérieur du parlement le drapeau national et celui de l'Union européenne, que la Géorgie ambitionne à rejoindre. De nombreux policiers étaient aussi présents.

Selon ses opposants, le texte est inspiré d'une loi russe utilisée depuis des années par le Kremlin pour persécuter les voix dissidentes.

"Nous rejetons cette loi qui est anti-européenne. C'est un copier-coller de la loi draconienne russe", lance Maka Kvirikadze, une étudiante venue manifester.

"La Géorgie ne sera pas admise dans l'UE avec de telles lois anti-démocratiques, c'est pourquoi nous ne les laisserons pas passer", appuie de son côté Giorgi Lachkhi, un dentiste présent dans la foule. "La Géorgie appartient à l'Europe, elle ne sera plus jamais l'arrière-cour de la Russie".

La Géorgie a l'ambition depuis des années d'approfondir ses relations avec les Occidentaux mais le parti au pouvoir est accusé de vouloir, au contraire, rapprocher cette ex-république soviétique de la Russie.

"La Géorgie ne se rendra pas à la re-soviétisation !", a déclaré sur X la présidente Salomé Zourabichvili, farouche partisane du rapprochement avec l'UE, mais dont les prérogatives sont toutefois limitées.

Quatre manifestants ont été interpellés par la police, selon un journaliste de l'AFP.

Plus tôt dans la journée, au moment où les débats ont commencé entre les députés sur ce texte, plusieurs élus en étaient venus aux mains en plein hémicycle.

Des images de la session parlementaire montrent un député de l'opposition donnant un coup de poing à la tête d'un législateur du parti au pouvoir, co-rédacteur du projet de loi, ce qui a provoqué une bagarre généralisée et la coupure de la retransmission en direct.

- "Neutraliser l'influence occidentale" -

La semaine dernière, environ 8.000 personnes avaient déjà manifesté contre le projet de loi dans la capitale géorgienne.

Le texte obligerait les organisations recevant plus de 20% de leur financement de l'étranger à s'enregistrer sous le label infamant d'"organisation poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère", sous peine d'amendes.

Ce label a été changé par rapport au terme "agent d'influence étrangère" de la première mouture de 2023.

Le pouvoir défend un projet de loi qui obligera les organisations à faire preuve de davantage de "transparence" sur leur financement. Les détracteurs du texte y voient, eux, un outil d'intimidation des ONG et médias indépendants.

Selon des experts interrogés par l'AFP, le parti au pouvoir, accusé de collaborer en secret avec

SOMMAIRE

ARTICLE

le Kremlin, considère le financement de certaines ONG et médias par les Occidentaux comme un défi à sa mainmise sur le pays.

"Le Rêve géorgien ne cache pas que la loi vise à neutraliser l'influence occidentale", souligne le politologue Ghia Nodia.

"Le parti ne cesse de dire qu'il dirige la Géorgie vers l'UE, mais en fait il sabote la voie européenne de la Géorgie", qui est soutenue par environ 80% de la population, selon des sondages d'opinion, dit-il.

Le Premier ministre géorgien, Irakli Kobakhidzé, connu pour sa rhétorique anti-occidentale, se défend de tout sabotage du processus d'accession à l'UE, bien que Bruxelles ait réclamé l'abandon du texte.

En décembre, la Géorgie s'est vu accorder le statut officiel de candidat à l'adhésion, mais Tbilissi doit encore procéder à des réformes judiciaires et électorales, renforcer la liberté de la presse et réduire le pouvoir des oligarques avant que des négociations soient effectivement lancées.

Les Etats-Unis ont estimé la semaine dernière que l'adoption d'un tel texte ferait "dérailer la Géorgie de son chemin européen".

Le retour du texte au Parlement pourrait également raviver les tensions entre le parti au pouvoir et la présidente Salomé Zourabichvili. En 2023, elle avait ouvertement soutenu les manifestants.